

Mémoires de guerre froide et identité européenne

Mihály Fülöp

p. 101-109

TEXTE NOTES AUTEUR

TEXTE INTÉGRAL

1Le groupe de travail a commencé ses recherches sur l'histoire de la guerre froide pour analyser la façon dont la division Est/Ouest s'est répercutée sur la mémoire des peuples européens. Il s'est posé aussi la question de savoir si le poids de cette mémoire n'a pas pesé lourd dans la définition d'une identité européenne et dans le processus de réunification de l'Europe après 1989.

Le colloque de Budapest de 1998 : mémoire de la fracture Est-Ouest ou fracture de la mémoire européenne ?

2Le colloque organisé les 9 et 10 octobre 1998 à Budapest comportait déjà cette interrogation dans son titre : « Une Europe réunifiée ? La mémoire de la guerre froide ». Les chercheurs de ce groupe ont analysé les tentatives démocratiques qui se sont portées sur l'idée de réunification d'une Europe divisée en deux par la guerre froide : à savoir quels sont le poids, l'ancrage de l'idée d'une Europe unifiée dans la réflexion politique et dans la mémoire de la société dans la partie est de l'Europe ? Quelle influence les événements de 1956 et de 1968 ont-ils eu sur le processus d'intégration ouest-européen, notamment sur l'émergence d'une identité ouest-européenne fondée sur des valeurs de démocratie et de liberté opposées au système soviétique de l'Europe de l'Est ? Et enfin, ce groupe s'est également posé la question de savoir jusqu'à quel point le « séisme » politique dû au bouleversement de 1989-1990 a réellement marqué la fin de la division de l'Europe. La recomposition territoriale de l'Europe, la crise de succession des États d'Europe centrale et orientale et leur démocratisation, l'implosion de l'Union soviétique et l'avenir incertain de son État successeur sont au cœur de l'analyse du groupe avec un recul

historique de dix ou même de quinze ans et un ordre du jour annoncé, celui de la réunification de l'Europe.

3 La problématique ainsi définie est partie de l'idée qu'en 1945 et 1947, avec le règlement de paix européen qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'unité de l'Europe paraissait possible. Les petits États situés entre l'Allemagne et l'Union soviétique ont essayé de fonder leur politique sur l'équilibre et l'entente des grandes puissances victorieuses. Finalement, le caractère partiel du règlement de paix (seuls les États satellites de l'Allemagne nazie ont conclu des traités de paix en 1947 à Paris) et la division de l'Europe entre « Est » et « Ouest » ont empêché la formulation d'une identité européenne commune pendant la guerre froide. On peut supposer que cette situation a engendré dans chacun de ces blocs la naissance d'une identité distincte. Pourtant, les recherches ont amplement démontré que dans la partie orientale de l'Europe, malgré la présence militaire et la terreur policière soviétiques, les petits peuples soumis ne se sont pas identifiés à la cause soviétique, mais ont essayé de préserver leurs traditions nationales et leurs velléités d'appartenir à l'Europe d'en face. La partie occidentale de l'Europe représentait pour eux l'Europe libre et démocratique. Lors des soulèvements contre l'emprise de l'Union soviétique, les véritables sentiments de ces peuples se sont révélés. Ce sentiment d'appartenance naturel à l'autre partie de l'Europe est devenu évident en 1956, en 1968 et en 1980–1981. Cependant, seuls les pays réformateurs ouverts vers l'Ouest (la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie) ont manifesté leur volonté de se libérer de la domination soviétique.

4 Historiquement, ce sont aussi ces trois États médiévaux chrétiens (catholiques, puis catholiques et protestants) qui ont eu un ancrage dans l'histoire de l'Europe occidentale. Mais la sphère de l'orthodoxie chrétienne où l'État et l'Église se confondaient, où le

panславisme était le plus fort, formait une identité à part, distincte de l'identité de l'Europe occidentale. Ainsi, une approche différenciée concernant la partie orientale de l'Europe s'impose : les trois États (devenus quatre), Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, les petits États des Balkans (la Roumanie, la Bulgarie), ceux de l'Europe baltique (l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie) et, finalement, l'Union soviétique et la Yougoslavie forment des sous-ensembles cohérents. Vu de l'Occident, il est évidemment difficile de parler de la participation de ces peuples à la construction européenne ou à la formation de l'identité européenne. En effet, pendant toute la période de la guerre froide, ces États ont été coupés de l'Europe occidentale par le rideau de fer. La compréhension de l'histoire de l'Europe centrale et orientale est devenue ainsi d'autant plus difficile pour les « Occidentaux ». Lors de la résurgence de ces petites nations en 1989-1990, l'Occident a suivi avec une incompréhension et une méfiance profondes ce phénomène. Selon les vues occidentales, ces petites nations ne sont tranquilles que si elles sont absorbées par des empires. L'éclatement des États fédéraux, le morcellement de l'Europe de l'Est et la naissance des petits États parfois sans traditions historiques ont fait peur. On voyait difficilement comment ces petits États avaient gardé le sentiment d'appartenance à une Europe occidentale et la volonté de rompre avec le passé soviétique et communiste.

5 Le colloque de Budapest a structuré le débat autour de ces thèmes de façon chronologique. Dans la première partie, les chercheurs ont analysé la période comprise entre le Traité d'État autrichien et la révolution hongroise (1947-1956). À cette époque, la division de l'Europe ne paraissait pas encore insurmontable. Le modèle de neutralité autrichien et le retrait des troupes alliées d'Europe centrale avaient suscité un espoir qui conduisit directement à l'éclatement de la révolution hongroise, seule insurrection armée contre la puissance soviétique. Après cet événement, personne

n'osa plus affirmer que les peuples d'Europe centrale étaient entrés de leur plein gré dans l'empire extérieur de l'Union soviétique et y construisaient volontairement « le socialisme ». Toutefois, la division de l'Europe se vit confirmée et la réponse de l'Europe occidentale naquit sous la forme du traité de Rome de 1957. Indirectement, les crises post-staliniennes contribuèrent à la naissance de cette conscience et identité européennes (occidentales) qui, à cette époque ne se voulaient pas exclusives. Michael Gehler (Université d'Innsbruck) démontre dans sa communication sur la solution autrichienne à quel point la question de l'Allemagne et la révolution hongroise étaient liées aux négociations quadripartites concernant le Traité d'État avec l'Autriche et la neutralité autrichienne. Le rôle de la politique américaine et les répercussions de la politique de libération en Europe centrale apparaissent clairement dans les analyses de Bennett Kovrig (Toronto-Paris), de Judit Katona (Washington D. C.) et de György Vamos (Radio hongroise). L'évolution de la politique française pendant cette période est décrite par Élisabeth du Réau (Université Paris III). Les ambitions européennes du gouvernement Guy Mollet se heurtaient aux réalités d'une Europe divisée. La conception de l'Europe, troisième force, était difficilement envisageable au moment où les deux alliances opposées se cristallisaient. L'espoir de la détente s'évapora rapidement avec la crise de Suez et la révolution hongroise. Il ressort clairement de la présentation d'Élisabeth du Réau que Christian Pineau suivit l'évolution de la situation à Budapest.

« [...] On sait que la position de la France à l'ONU en novembre 1956, sommée de stopper son intervention militaire à Suez, ne lui permettait pas d'exercer une action d'envergure en direction de l'Europe centrale. Budapest a divisé la gauche française. [...] Enfin, l'impact de cette crise hongroise est déterminant pour le comportement des acteurs de la construction européenne. Aux yeux de Guy Mollet et de Christian Pineau,

la relance de la construction européenne se trouvait profondément légitimée. Le gouvernement français proposait d'accélérer le processus de construction européenne ».

6 Dans la deuxième phase du colloque, l'interrogation a porté sur l'impact de l'invasion soviétique de 1968 en Tchécoslovaquie et sur la division de l'Europe. Des thèses se sont diamétralement opposées. V. G. Pihaja (Archives russes de Moscou) minimise le rôle des Soviétiques dans l'invasion en portant les responsabilités sur les petits alliés de Moscou, l'Allemagne de l'Est, la Pologne de Gomulka, et essentiellement sur la Hongrie de Janos Kadar. Thèse vivement contestée par Vilhelm Precan (Institut de l'Histoire contemporaine de Prague), Tibor Huszar (Académie des Sciences de Hongrie), Istvan Vida (Institut des Sciences historiques de Budapest) et Tamas Magyarics (Université Eotvos Lorand de Budapest - ELTE). La signification des événements de Tchécoslovaquie a été bien mise en évidence : l'arrêt des réformes et de l'ouverture vers l'Ouest approfondit la division de l'Europe en deux tout en ouvrant paradoxalement la voie à la reconnaissance du *statu quo* entre les deux blocs, ce qui conduisit à la détente Est-Ouest. Pendant toute la période brejnevienne, la véritable démocratisation devint impossible. En effet, le régime soviétique se mura dans un immobilisme politique tout en imposant sa volonté aux États satellites. Le « réalisme » de la politique occidentale est analysé par les communications d'Ivan Baba (politologue), Klaus Eisterer (Université d'Innsbruck) et Gyorgy Litvan (Institut de 1956). En effet, les puissances occidentales acceptèrent le *statu quo* et c'est sur cette base que l'identité européenne (occidentale) se consolida. Cette notion, cette fois-ci, devint exclusive, c'est-à-dire qu'elle a écarté la partie soviétique de l'Europe. Et cela, malgré les discours du général de Gaulle qui voulait unifier l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. La guerre froide avait fait son chemin. La division s'était ancrée déjà dans les esprits. Indiscutablement, les

notions d'Europe et d'Occident étaient devenues synonymes. L'intervention en Tchécoslovaquie a démontré que le système soviétique ne pouvait être réformé. Ainsi, tous les espoirs s'évanouirent en ce qui concerne une éventuelle unification des deux parties de l'Europe.

7 Dans la troisième partie du colloque, les chercheurs ont analysé les conséquences de la transformation démocratique de l'Europe centrale et orientale en 1989-1990. Jean-Christophe Romer (Université Strasbourg III) a posé la question de la place de la Russie dans l'identité européenne. Il a décrit la fin de l'État soviétique, de son empire et du système de pensée qu'il symbolisait. Les signes prémonitoires et les prémisses de l'effondrement de l'empire sont apparus en Pologne et en Hongrie. Le dépérissement de l'idéologie soviétique a fait inexorablement son chemin pendant la consolidation gorbatchevienne. Le dernier secrétaire général du PCUS voulait réformer l'État et changer la vision de l'Histoire. Mais avec la disparition de la domination du Parti, l'État s'est effacé lui-même. Selon Jean-Christophe Romer, la Russie naissante est « toujours en quête d'un État et d'une identité nationale ». Il fait également remarquer qu'il existe une différence fondamentale entre :

« Le processus de soviétisation des sociétés d'Europe centrale mais aussi du Sud-Est et celui qui se déroule en Russie : la conscience d'une identité nationale. En Europe centrale, c'est l'expression du sentiment national qui a largement contribué à la chute des régimes communistes, un sentiment qui identifiait très fortement ces pays à l'ensemble européen. En URSS, l'absence de ce sentiment tient certes non seulement à l'existence d'un plus long passé communiste que dans ses ex-satellites, mais aussi au fait que cette question n'a pas eu de réponse claire au XIX^e siècle. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie – qui ne s'est jamais définie comme État-Nation – se cherche encore une identité

nationale qui pourra déterminer son ancrage ou non dans le continent européen ».

⁸Laszlo J. Kiss (Institut hongrois des Relations Internationales) décrit l'autre quête pour l'identité qui détermine l'avenir de notre continent, celle de l'Allemagne. Son analyse touche à la fois cette recherche de l'identité nationale allemande, la poursuite de l'objectif de l'unité nationale, les répercussions de la puissance allemande sur les affaires européennes et mondiales et la recherche d'un rôle à sa taille dans les relations internationales politiques et économiques. Les réponses historiques à ces questions ont largement déterminé les enjeux européens. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, la division de l'Allemagne a engendré la division de l'Europe. L'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN et dans la Communauté européenne a conduit à une division de la nation allemande. Nulle part, les contradictions entre l'identité européenne et l'identité d'une nation divisée n'apparaissent de façon plus éclatante qu'en Allemagne. Ce pays avait une tout autre conception de l'extension de « l'Europe » que la France : une Europe devant s'étendre naturellement à l'Europe centrale. L'option politique de l'Allemagne est une Europe élargie. Le véritable choix se présente donc entre une Allemagne européenne ou une Europe germanisée.

Identité européenne et guerre froide

- **1** Voir le livre d'H. MENDRAS, *L'Europe des Européens. Sociologie de l'Europe occidentale*, Paris, Gal (...)

⁹Dans ces conditions, que signifie aujourd'hui le terme « identité européenne » ou « identités européennes » ? L'identité européenne est limitée dans le temps et dans l'espace. C'est un terme lié à la démocratie et à la construction des institutions européennes à partir de 1948-1950. La confusion entre « l'Occident » et « l'Europe » devient possible parce qu'on a empêché l'Europe

centrale et orientale de participer à la construction de l'identité européenne qui s'exprime à travers la CEE/UE. Le début de la guerre froide, c'est-à-dire la division en deux de l'Allemagne/Europe, a créé et approfondi la division Est/Ouest, et a joué un rôle décisif dans le processus de l'identification européenne, un phénomène ouest-européen. Après le blocus de Berlin, l'Europe libre/occidentale et l'Europe sous domination soviétique/orientale ont consolidé cette division. Les traités de Rome en 1957 et l'élargissement progressif de la CEE de six à quinze membres ont solidifié l'identité européenne moderne dans les années 1960, 1970 et 1980. Des théories furent élaborées et justifiaient la scission du point de vue de l'histoire et de la civilisation¹⁰.

¹⁰En réalité, l'idée d'« être Européen » a-t-elle une signification totalement différente dans les esprits des Européens de l'Est et de l'Ouest ? Le contrôle soviétique a-t-il mené à une nouvelle identification dans la partie orientale de l'Europe ? Le problème n'est ni de savoir comment la guerre froide a commencé ni comment elle a été gagnée. Notre véritable objectif est de savoir quels sont les vestiges de cette période dans les mémoires vivantes des sociétés et quel a été l'intérêt des institutions occidentales et des élites de maintenir la division Est/Ouest ? Bref, le règlement de paix en Europe (une sorte de processus d'unification naturel de l'Europe) a-t-il été arrêté et éclipsé par la guerre froide ?

¹¹Les Hongrois, les Polonais et les Tchèques voulaient désespérément rejoindre l'Ouest (1956 : la Hongrie et la Pologne ; 1968 : la Tchécoslovaquie ; 1980-1981 : Solidarnosc en Pologne ; 1989 : la transformation démocratique de la partie orientale de l'Europe). Ces expériences pro-occidentales et démocratiques ne virent pas le jour à cause de la présence d'une force militaire étrangère, l'Armée rouge, et de l'inactivité de l'Occident. Les petites nations essayèrent d'échapper à la domination soviétique et de

recouvrer leur indépendance, mais elles ne disposaient d'aucune marge de manœuvre pour « sortir du rang » dans cette Europe dominée par les États-Unis et l'URSS et divisée par la guerre froide. La renaissance de l'Autriche comme un État indépendant et neutre se transforma en un rêve qui ne put jamais devenir réalité pour les autres États de l'Europe centrale et orientale. Le modèle autrichien n'était pas valable dans la partie oubliée de l'Europe. L'attitude de l'Europe occidentale envers l'Europe orientale contribua à consolider l'empire soviétique et le fait que l'Allemagne continuait d'être divisée rendit impossible la conclusion d'un traité de paix pour l'Allemagne et prolongea la guerre froide.

¹²Rétrospectivement, le règlement de paix en Europe avait déjà scindé l'Europe en deux : on avait, d'un côté, les nations victorieuses et, de l'autre, les États vaincus. La guerre froide était venue faire chevaucher cette distinction avec la division Est/Ouest entre les grandes puissances victorieuses. La construction de l'Europe commença ensuite à partir de la grande puissance la plus faible, la France, et de la nation qui était la principale vaincue, l'Allemagne (de l'Ouest). Les trois autres grandes puissances (l'Union soviétique, les États-Unis et la Grande-Bretagne), paralysées par la confrontation de la guerre froide, abdiquèrent en faveur de l'axe France-Allemagne (de l'Ouest). En 1947-1948, d'autres choix auraient été possibles, mais la Grande-Bretagne ne voulait pas prendre la tête de l'Europe. Pendant l'année cruciale de 1947, un Bevin désespéré écrivit : la France « veut balkaniser l'Europe » et « faire remonter l'horloge à l'époque de Napoléon ». Toutefois, la France, abandonnant rapidement son attitude punitive envers l'Allemagne, prit la tête de l'Europe occidentale avec le plan Schuman, inspiré par Jean Monnet. Depuis le début, la construction des institutions européennes et le processus d'identification ouest-européen sont la conséquence du règlement de paix en Europe.

13 La guerre froide a non seulement créé la division artificielle Est/Ouest mais elle a aussi éclipsé le règlement de paix qui est demeuré inachevé. La présence de l'Armée rouge s'est prolongée dans la partie orientale de l'Europe et a empêché la réunification de l'Europe, entravant et retardant considérablement ainsi l'élargissement actuel de l'Union Européenne.

Les difficultés de la réunification de l'Europe entre 1989-1999

14 Les deux divisions de l'Europe, héritées du règlement de paix inachevé et de la guerre froide, disparurent en *l'annus mirabilis* : 1989. Mettant fin à un demi-siècle de processus de paix, le règlement final entre les deux États allemands et les quatre grandes puissances victorieuses mirent définitivement fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe, la seule question de la Seconde Guerre mondiale en suspens étant un traité de paix russo-japonais. Non seulement les frontières politiques des sept États (Italie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Finlande, Autriche, Allemagne), incluses dans le système de paix en Europe issu de la Seconde Guerre mondiale, furent garanties par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique, ou le principal État successeur, la Russie, mais aussi, étant mutuellement reconnues dans les traités de paix de Paris, ainsi que dans le Traité d'État autrichien et le règlement final sur l'Allemagne, les frontières européennes devinrent pratiquement immuables. Aucune frontière incluse dans le système ne peut être modifiée sans créer un précédent : par exemple, l'unification roumano-moldave fut impossible pour cette raison. De plus, toute modification des frontières de la Hongrie nécessite, d'une part, le consensus des trois grandes puissances (l'Union soviétique, les États-Unis et la Grande-Bretagne) qui ont rédigé le traité de paix et, d'autre part, un accord pacifiquement négocié du ou des pays voisin(s) concerné(s) par une cession volontaire d'un territoire en faveur de la Hongrie. Ce règlement élimina les conflits armés pour

des raisons territoriales ou autres en Europe centrale dans les années cruciales de la transition. Toutefois, on ne vint pas aussi facilement à bout de l'autre conflit, la division Est/Ouest. Le premier malentendu qui apparaît entre les deux parties de l'Europe repose sur la façon différente de répondre à la question, et surtout sur la façon de la traiter : qui a gagné la guerre froide ?

15 Les points de départs divergent : les principaux perdants, les Russes, refusèrent de reconnaître leur défaite, symbolisée par la reconnaissance pour toute l'Allemagne du droit de devenir membre de l'OTAN ; les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les principaux vainqueurs, considéraient les concessions unilatérales de l'administration Gorbatchev comme la conséquence naturelle de la faiblesse de la Russie et la reconnaissance de sa défaite. Les perceptions de l'Est et de l'Ouest sont tellement différentes et influencées par l'expérience du passé qu'il n'existe pas de terrain commun pour analyser et juger l'histoire récente.

16 Le choc du règlement final, la naissance d'une Allemagne unifiée et la transformation intervenue en Europe centrale et orientale sont à l'origine de l'initiative française d'approfondir le processus d'intégration, de la formation de l'Union européenne en 1993 et de la volonté de créer la monnaie unique. Cette sorte de « fuite en avant » en réponse à l'unification de l'Allemagne s'est accompagnée d'efforts de stabilisation en Europe centrale et orientale. La conception et le type d'unification du chancelier Kohl rassurèrent les partenaires européens : il confia l'unification aux forces de l'économie de marché sans établir de politique d'« unification » spéciale par une série de lois. L'Allemagne de l'Est fut simplement rattachée à l'Allemagne de l'Ouest par une sorte d'*Anschluss* démocratique d'économie de marché.

17 Cette façon de penser, typique de la guerre froide, continue d'exister dans les premières années de la décennie 1990. Elle est

particulièrement frappante dans la perception des crises de succession qui se produisirent dans les États fédéraux multinationaux : l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Lorsque les conflits éclatèrent, la culture de guerre froide en Occident conduisit à généraliser, simplifier et fausser la nature et la signification des événements qui eurent lieu dans la partie orientale de l'Europe. Toute cette région a été dépeinte dans les couleurs les plus sombres : on a parlé de « conflits ethniques », d'imminence de guerres. Par exemple en 1991–1994, on annonçait comme possible l'éclatement d'une guerre entre la Roumanie et la Hongrie à propos de la Transylvanie, guerre qui resta finalement dans le domaine de l'imaginaire. La diplomatie de l'Europe occidentale, principalement française, ne fit jamais de distinction entre, d'une part, la transition étonnamment douce et pacifique qui eut lieu en Europe centrale (Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie) incluse dans un système de paix européen et, d'autre part, la crise de succession violente en Union soviétique et dans « la petite version de l'Union soviétique » dans les Balkans, la Yougoslavie.

¹⁸Dans le cas de la Yougoslavie, les perceptions de la guerre froide éclipsèrent l'existence d'un règlement européen déjà solidement élaboré. L'explosion de la Yougoslavie et l'interprétation des agressions de la Serbie engendrèrent une vision profondément pessimiste de la nature de ces nations. Ces perceptions typiques de la guerre froide sur le conflit en 1992–1993 conduisirent à la genèse du plan Balladur. Le but principal de ce plan était de stabiliser les frontières existantes afin de prévenir le déclenchement de nouveaux conflits de type yougoslave par une diplomatie préventive. Le seul fruit de ces efforts diplomatiques fut la conclusion des traités de base entre la Hongrie et la Slovaquie en mars 1995, et entre la Hongrie et la Roumanie en automne 1996. La consolidation des frontières de la Hongrie fut un exercice

inutile : ces frontières avaient déjà été reconnues, stabilisées et garanties dans les traités de paix de Paris de 1947. Toutefois, ces traités contribuèrent largement à rassurer la diplomatie française elle-même et ouvrirent la voie à la résurgence de la protection des droits des minorités.

19 Dans le cas de la perception et de la compréhension des crises de succession, nous pouvons nous poser la question suivante : pourquoi les puissances d'Europe de l'Ouest ont-elles réagi tardivement, confondant deux régions politiquement et territorialement distinctes : l'Europe centrale et les Balkans ? La CEE et l'OTAN n'ont pas bougé pendant la grande transformation de 1989-1991 ; c'est l'enlisement des guerres de Yougoslavie qui a poussé l'Alliance atlantique à se définir une nouvelle mission.

20 Après l'action décisive de l'OTAN, les accords de Dayton de 1995 ont pacifié la Bosnie, mais cette crise, ainsi que celle du Kosovo en 1998-1999, ont prolongé dans la région l'image de petits États immatures, non démocratiques, arriérés culturellement, économiquement et politiquement, imprégnés de sentiments nationalistes ataviques et explosifs.

21 Les mérites des trois nations historiquement anciennes (Pologne, Hongrie et Tchéquie) sont indéniables dans l'unification de l'Europe. À trois moments historiques, en 1956, 1968 et 1980, ils ont prouvé au monde que le terme « européen » (démocratique et libre) ne pouvait pas être limité à l'Europe de l'Ouest, que l'identité européenne ne pouvait pas être limitée et exclusive, et que la division Est/Ouest de la guerre froide n'avait pas créé d'identité « est-européenne » différente. Ils ont réussi à conjurer « la misère des petits États ».

22 L'approbation unanime de l'élargissement de l'OTAN (1997-1999), le référendum hongrois à ce sujet (novembre 1997), le processus de passage en revue de l'adoption de l'acquis

communautaire, les négociations pour l'élargissement de l'UE aux futurs membres de l'Europe centrale et orientale, l'annonce de leur entrée effective en 2004 ont évidemment commencé à changer les vieux stéréotypes issus de la division Est/Ouest. Ceux-ci subsistent néanmoins, comme l'ont montré les débats sur le budget, les institutions et, en 2003, sur la crise irakienne. Rares encore sont les signes d'acceptation intellectuelle d'une nouvelle identité européenne entendue et interprétée dans le sens d'une Europe enfin réunie.

NOTES

1 Voir le livre d'H. MENDRAS, *L'Europe des Européens. Sociologie de l'Europe occidentale*, Paris, Gallimard, 1997.

AUTEUR

Mihály Fülöp